



PREMIER MINISTRE



Paris, le 7 novembre 2011

Colloque

« Nouveaux usages d'internet, nouvelle gouvernance pour l'État »

Lundi 7 novembre 2011

Ouverture du Colloque
par Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Seul le prononcé fait foi

Internet bouleverse l'ensemble des pans de la société. L'économie, les relations sociales, l'organisation globale des rapports humains sont en train de se transformer profondément. Mais alors que tout change, il semble que l'État n'aie pas encore, ou commence à peine, à se repenser et à s'adapter à ces changements. Je ne veux pas dire que rien n'a été fait et que l'administration est encore à l'âge de pierre : l'administration est déjà très développée en France, plus que dans la plupart des pays et un grand nombre de démarches administratives sont dématérialisés. Ce que je veux dire, c'est que l'État fait finalement la même chose qu'avant, mieux et plus efficacement, mais la même chose. Il semble aujourd'hui nécessaire de réinventer certaines missions de l'État. C'est l'objet de cette matinée que nous allons passer

ensemble à réfléchir à comment nous réinventer pour offrir de nouveaux services aux citoyens, pour mieux répondre à leurs attentes. La matinée sera organisée autour de 3 tables rondes sur le soutien public à l'innovation numérique, sur l'Open Data et sur la diplomatie digitale. Entre chaque table ronde, une présentation courte montrera ce que l'on peut faire, concrètement, des données publiques lorsqu'elles sont réellement ouvertes.

L'ouverture des données publiques est la première pierre de cette réinvention, qui sera effective d'ici la fin de l'année avec l'ouverture du site data.gouv.fr, rendu possible par le travail exceptionnel d'Étalab, dont le directeur, Séverin Naudet, prendra la parole la parole en conclusion de ce colloque. Cela a été possible grâce à l'engagement de l'ensemble de l'exécutif :

– le Président de la République qui a réaffirmé en avril dernier que « la question de l'accès aux données de bases est une question absolument centrale », permettant « à l'écosystème des développeurs et des start-ups d'inventer de nouveaux services pour les citoyens, [...] pour imaginer les services que l'État n'a pas encore créés » ;

– le Premier ministre qui a très vite clarifié le cadre réglementaire en réaffirmant le principe de la gratuité des données publiques ;

– et le Ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, qui a affirmé son engagement et celui de son ministère vers l'ouverture de la plus grande quantité possible de données.

L'Open Data, issu du renouveau technologique de la dernière décennie, va apporter une nouvelle matière première au développement d'applications et de services innovants, qui seront au coeur de la croissance de demain. Bien qu'à la fin des années 1980, le prix Nobel d'économie Robert Solow ironisait sur le fait qu'on voyait des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de productivité, les nouvelles technologies ont depuis apporté une forte contribution à la croissance. Les analystes ont certes parfois été trop optimistes, en particulier au début des années 2000 lors du gonflement de la bulle Internet, mais aujourd'hui, la diffusion des nouvelles technologies explique une part importante des écarts de richesse entre les pays. Et j'insiste sur le terme diffusion : si au départ on voyait une opportunité industrielle pour les pays développés dans la production d'ordinateurs, on voit aujourd'hui que c'est la diffusion des nouvelles technologies, dans les entreprises, dans les foyers qui explique les écarts de PIB par habitant, bien plus que leur production. Avec le grand emprunt, ce tournant a été pris en France : sur les 4,5 milliards d'euro réservé à l'économie numérique la moitié est destinée au soutien aux usages, services et contenus numériques innovants, sans compter les 2 milliards d'euros alloués au développement des réseaux à très haut débit, permettant aux utilisateurs de profiter pleinement des nouveaux services en lignes comme le *cloud computing*.

Mais soutenir l'innovation est toujours une gageure puisque par essence il n'est pas possible de connaître a priori le résultat de la recherche. C'est l'objet de la première

table ronde de ce matin de mieux comprendre comment apporter un soutien public efficace à l'initiative privée, à la communauté de développeurs porteuse de nouveauté.

Au-delà des enjeux purement économiques, Internet est en train de modifier plus profondément l'organisation de la société. Le phénomène majeur de ces 5 dernières années est bien sûr le développement exceptionnellement rapide des réseaux sociaux et la participation active au débat public de tout un chacun. Selon certains, nous vivrions dans une société de défiance. Les enquêtes internationales montrent en effet depuis près de 10 ans que les français ont moins confiance dans leurs institutions que la plupart de leurs voisins. Il est fondamental, dans cette période de difficultés économiques majeures de renouer la confiance entre l'État et ses administrés. L'Open Data, c'est-à-dire la libre mise à disposition des données publiques, vise à rendre l'État plus transparent, à l'obliger à rendre des comptes sur son action. Je suis très heureux d'accueillir ce matin Nigel Shadbolt, qui a été au cœur de la politique d'open data au Royaume uni, et qui nous éclairera sans doute sur la marche à suivre vers cet État exemplaire. Nous accueillerons aussi Richard Stallman, père fondateur du concept de logiciel libre et dont la vision permet aujourd'hui à tant de projet de se développer dans le monde. Plus des deux tiers des serveurs internet utilise le logiciel libre Apache, développés par des centaines de programmeurs qui renforcent sa fiabilité et sa sécurité. Il peut paraître paradoxal qu'un grand nombre de personnes très qualifiées choisissent de travailler gratuitement pour la communauté, mais c'est bien de ces paradoxes qu'est fait Internet. Le choix d'une licence libre qui a été fait pour l'Open Data en France, qui permet à chacun de consulter et de réutiliser les données publiques gratuitement et librement s'inspire largement de la réussite de ces modèles de production qu'on a du mal à analyser avec les théories économiques traditionnelles. Nous ne devons en effet pas perdre de vue les principes fondamentaux d'Internet, qui se fonde sur la liberté de créer et d'innover, de produire de l'information de façon décentralisée, collaborative et à travers une gouvernance ouverte. Instaurer une redevance, même modique, peut être un frein énorme pour une jeune startup et aurait pour conséquence de brider l'innovation.

Enfin, les événements récents du printemps arabe ont montré à quel point Internet peut se faire le relai de révoltes larvées et accompagner les peuples dans leur marche vers de nouvelles démocraties. La façon dont se structurent les relations internationales elles-mêmes évolue, et l'on a pu observer certaines nouveautés dans la diplomatie américaine, qui peut aussi bien coordonner une levée de fonds pour Haïti par SMS que renforcer les mouvements démocratiques au Moyen-Orient en soutenant les "activistes digitaux" et en s'assurant qu'il n'y ait pas de ruptures des réseaux. Cela nous conduit bien sûr à interroger nos propres diplomaties européennes, qui n'ont peut-être pas encore complètement pris le tournant de cette nouvelle organisation des sociétés. On ne peut aujourd'hui se contenter de s'adresser aux chefs d'État pour gérer les relations internationales, Internet permet de s'adresser directement à la société dans son ensemble. Jimmy Leach, chef de la diplomatie digitale au Royaume Uni, participe ainsi au renouveau de l'action diplomatique, et pourra nous présenter comment cela se met en place dans son pays.

Pour conclure, on se rend bien compte que le mouvement amorcé par l'Open Data est une véritable lame de fond, qui ne se résume pas à la publication de jeux de données sur un site gouvernemental. Les transformations sociétales que l'on peut en attendre ne sont bien évidemment toutes imaginables aujourd'hui, mais il est permis d'envisager un véritable « big-bang » au sein de l'État dans son ensemble. En instaurant plus de transparence et en permettant aux citoyens de s'impliquer davantage dans l'évaluation des politiques publiques, voire dans sa régulation, on peut contribuer significativement à améliorer la façon dont fonctionnent les administrations, dans leurs modalités, finalités. La transformation de l'administration est s'ailleurs un sujet sur lequel nous allons plancher au Centre d'analyse stratégique en 2012, sous l'aspect plus précis de l'impact des technologies sur l'administration et la fonction publique. Donner aux agents de l'administration des données comparatives encouragera l'excellence et l'amélioration des services offerts à nos concitoyens. Pour le consommateur de services publics, cela signifie un grand changement également, en termes de transparence et de qualité des services publics. La relation des citoyens avec l'Etat en sera indubitablement transformée.

• **Contact Presse**

Centre d'analyse stratégique

Jean-Michel Roullé

Responsable de la communication

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr